

# Les parlementaires tirent la sonnette d'alarme

Les députés qui composaient le groupe parlementaire de l'opposition (RFD, FP, APP et PCD-non reconnu) ont tenu, au lendemain de la dernière session de l'assemblée nationale, une conférence de presse à l'hôtel Mercure. Modérateur de la séance, Me Mohamed Mahmoud Ould Emmat a, dans son introduction, mis l'accent sur les conditions dans lesquelles les travaux des deux dernières sessions parlementaires se sont déroulées. Les deux sessions sont intervenues, selon lui, "dans un moment assez crucial pour le pays qui a traversé une crise générale consécutive au hold-up électoral de novembre de 2003". A cela s'ajoute, dit en substance le député, une crise économique qui a engendré la famine dont souffre la plupart des mauritaniens à travers tout le pays, le tout sur fond d'un chômage endémique et une démission totale de l'Etat face aux innombrables défis.

# Les parlementaires tirent la sonnette d'alarme

Suite de Une

Le climat ayant prévalu au cours des deux dernières sessions montre, selon le député, que la Mauritanie est "régie" par la volonté d'un seul homme; un homme autour duquel "tout gravite, et sans l'aval duquel rien ne peut se faire ou se décider". Pour Ould Emmat, la seule institution qui "veille dans le pays est celle du président de la République, toutes les autres ne sont que des chimères, dont les présumés responsables ont les mains liées". Aussi, selon lui, le Premier Ministre, les ministres, les élus et autres laudateurs de la République, tous, sont à la merci du chef. Ce qui, dira-t-il, compromet la portée de tous les textes en vigueur, qui deviennent, du coup, "objets de manipulation à des fins malsaines par ceux-là mêmes qui devraient les protéger"; les députés étant, souligne-t-il, "pris en otage par leur propre institution. Car non seulement ils ont peur, mais ils ignorent, à en juger par leur comportement, la mission qui doit être la leur". Et le parlement devient alors, "une piètre chambre de résonance et d'enregistrement". Et le député de souligner, amer, "nous avons, quoique fortement minoritaires, (11 députés contre 81 de la majorité présidentielle) essayé d'apporter notre contribution pour l'instauration d'un débat à la hauteur des aspirations du peuple mauritanien et à attirer l'attention de ceux qui ont les commandes sur l'énorme gâchis qui paralyse la vie du pays, mais en vain". Les parlementaires de l'opposition rappellent qu'ils ont adressé une pléiade de questions orales et écrites au gouvernement par le biais du bureau de l'assemblée nationale, mais elles toutes restées sans réponse. Aussi, notent-ils, "nous avons fait des propositions d'amendements relatives à la presse, au statut personnel et au travail, mais nos suggestions sont restées lettres mortes". C'est dans ce cadre que les parlementaires de l'opposition ont interpellé le gouvernement "sur les lacunes du projet Afout-Sahli". Le projet contribuera certes à alimenter la ville de Nouakchott en eau potable mais, remarquent les députés, "aucune mesure d'accompagnement n'a été prévue pour l'assainissement et l'évacuation des eaux ménagères". Là encore, regrettent-ils, "le silence a été total du côté du pouvoir".

## "en attendant que le peuple se décide"

Par ailleurs les conférenciers ont révélé avoir sollicité de leurs partenaires de la majorité présidentielle d'entreprendre une initiative commune pour "interroger le gouvernement sur les questions des droits de l'Homme (esclavage, déportés, maltraitance des détenus, séquestrations d'hommes politiques)...". L'initiative est demeurée sans réponse.

En réponse à la question de savoir pourquoi l'opposition continue à siéger au parlement malgré ce triste diagnostic, Sarr Ibrahim de l'Alliance Populaire Progressiste (APP), a répondu que: "les parlementaires sont là pour exploiter le

moindre espace de liberté qui pourrait s'offrir à eux". Et d'ajouter: "nous ne devons pas être passifs; ce qu'a été le peuple, car le pouvoir est resté pendant 48 heures sans preneur au cours de l'année dernière, mais le peuple n'est pas sorti dans la rue et les hommes politiques ont été également tétanisés". Tout le monde est conscient, ajoute le député, "que nous avons affaire à une dictature sans vergogne, ni pitié, et qui ne manquera pas de profiter de la moindre occasion pour passer au carnage qui lui garantit le maintien". Et Sarr de conclure, évasif, "nous continuerons la lutte avec les moyens dont nous disposons actuellement en attendant que le peuple se décide". A propos d'une question relative à l'empressement de l'opposition à condamner collectivement l'assassinat de Ahmed Yacine et du silence de celle-ci sur certains problèmes que vit le peuple au quotidien, le député Gagny Diawara du PCD, tentera une astuce peu réussie en disant: "nous sommes là aussi quand les prix augmentent même si le gouvernement ne fait rien". Revenant à la charge sur cette question et fustigeant les propos de Ould Taya à Kiffa, El Alem Ould Ahmed Yacoub député du RFD, dira que les justifications de Ould Taya à Kiffa ne tiennent pas, tout comme les rapprochements qu'il a fait entre les situations au Mali et au Sénégal avec la Mauritanie. Dans ces pays, soutient le député, "les prix n'augmentent pas n'importe comment et en tout cas jamais à 100% comme c'est souvent le cas chez nous". Une réalité qui découle du fait que, selon lui, "dans ces pays, les consommateurs sont protégés par des lois que nul n'est tenté de violer, et surtout il existe dans les pays cités une confiance entre les différents acteurs de la vie nationale". La perte de confiance qui s'est installée, dit-il, depuis quelques années au sein de la classe politique et de l'opinion nationale, et qui s'est accentuée à partir du putsch du 8 juin dernier, en plus de l'emprisonnement de Mohamed Khouna Ould Haidalla, a fortement contribué à dégrader la situation politico-sociale du pays.

Par ailleurs, poursuit le député, la Mauritanie a vu sa dette épongée à hauteur d'un milliard de dollars (un montant parallèle en devises circule dans les marchés), ce à quoi s'ajoute la perspective du pétrole. Tout cela "devrait contribuer à doper son économie et à stabiliser les prix". Mais au contraire, s'alarme Ould Ahmed Yacoub, "les huit banques du pays accordent des crédits avec plus de 32% d'intérêts au moment où dans les pays voisins, on se contente au maximum de 16%". Et tant que la scène politique nationale n'est pas pacifiée, les choses ne pourront guère s'améliorer, confie en substance le député. Seul Messaoud Ould Boukheir aura décliné une question qui lui était personnellement destinée.